

**ACTUALITE REGIONALE**

---

**La réforme du Franc CFA ouest-africain adoptée en Conseil des ministres français**

[Le Conseil des ministres français a adopté, le 20 mai, le projet de loi qui modifie l'accord monétaire de la France avec les huit pays de l'Union économique et monétaire ouest africaine \(UEMOA\)](#), faisant suite à la réforme du franc CFA annoncée le 21 décembre 2019. Pour rappel, à l'occasion de la visite officielle du Président Emmanuel Macron en Côte d'Ivoire, une réforme historique du Franc CFA et son remplacement par une nouvelle monnaie commune avaient été annoncés conjointement avec le Président ivoirien Alassane Ouattara. Il s'agit d'une étape préalable à la concrétisation du projet de monnaie unique de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). [Trois évolutions majeures ont été actées](#) : i) le changement du nom de la monnaie de l'UEMOA, qui deviendra l'«ECO» ; ii) la fin de la centralisation des réserves de change de la Banque Centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) au Trésor français à hauteur de 50% ; iii) le retrait de la France des instances de gouvernance dans lesquelles elle était présente. La réforme ne remet cependant pas en cause la parité fixe avec l'euro et la garantie de la France. Le positionnement de la France évolue pour devenir celui d'un pur garant financier. La garantie apportée par la France fonctionnera sur le même principe qu'actuellement : si la BCEAO fait face à un manque de disponibilités pour couvrir ses engagements en devises, elle pourra se procurer les euros nécessaires auprès de la France.

**Lancement de l'indice d'intégration régionale en Afrique 2019**

[La deuxième édition de l'Indice d'intégration régionale en Afrique \(ARII 2019\) a été lancée le 22 mai 2020 par la Commission économique pour l'Afrique \(CEA\), la Banque africaine de développement et la Commission de l'Union africaine \(CUA\)](#), avec un appel à l'action pour les pays africains d'approfondir leur intégration. L'indice 2019 permet d'évaluer le niveau d'intégration de chaque Communauté économique régionale (CER) et de leurs pays membres. Le rapport constate que davantage doit être fait pour intégrer les économies régionales afin de les rendre plus résistantes aux chocs tels que la pandémie actuelle de COVID-19. Dans l'ensemble, l'Indice montre que les niveaux d'intégration sur le continent sont relativement faibles avec un score moyen de 0,327 sur 1. La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) affiche un score moyen modéré de 0,425, mais la faiblesse de son score en matière d'intégration productive donne à penser que de grandes améliorations seraient possibles si les investissements futurs sont axés sur la mise en place de capacités productives complémentaires. En termes d'intégration régionale, la Côte d'Ivoire (0,667), le Burkina Faso (0,561) et le Sénégal (0,516) sont les maillons les plus forts tandis que le Libéria (0,298), la Guinée-Bissau (0,314) et la Sierra Leone (0,316) affichent les scores les plus faibles. Les pays de la CEDEAO affichent leur meilleure performance en matière de libre circulation des personnes, témoignage de la vision de la communauté et de son accomplissement.

**BENIN**

---

**Le FMI approuve un décaissement de 125 M USD au titre de l'accord appuyé par la FEC**

Au terme de la 6<sup>e</sup> et dernière revue des résultats économiques du Bénin dans le cadre du programme appuyé par un accord au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC), [le Fonds monétaire international \(FMI\) a approuvé l'octroi de 125,1 M USD au pays](#). Ce montant inclut, sur requête des autorités béninoises, un financement additionnel de 103,3 M USD, afin d'aider le pays à faire face aux besoins de financement urgents liés aux efforts déployés pour maîtriser la propagation de la COVID-19 et en atténuer les répercussions économiques et sociales. Cette 6<sup>e</sup> revue marque la fin du programme triennal appuyé par le FMI. La mise en œuvre du programme a été très satisfaisante. Selon le directeur général adjoint du FMI, « la forte dynamique de croissance du Bénin a été stoppée par la pandémie de COVID-19 et la fermeture des frontières avec le

Nigéria ». Le taux de croissance projeté pour l'année 2020 a ainsi été revu à la baisse, de 6,7% à 3,2% par le FMI. Un rebond est toutefois attendu en 2021, avec un taux de croissance projeté à 6%.

### **Attribution de marchés publics aux entreprises françaises Colas et Sogea-Satom**

[Le Conseil des ministres du 20 mai 2020 a approuvé l'attribution de deux marchés publics aux entreprises françaises Colas \(groupe Bouygues\) et Sogea-Satom \(groupe Vinci\)](#). La première s'est vue ainsi attribuer la réalisation des travaux de réaménagement et de reconfiguration des accès et des parkings extérieurs de l'aéroport international de Cotonou, qui vise à conformer l'aéroport aux standards internationaux. La procédure lancée par la Société des Aéroports du Bénin a également abouti à la sélection du bureau BEI CORP pour le contrôle et la surveillance des travaux. Quant à l'entreprise Sogea-Satom, elle a obtenu le marché relatif aux travaux de réhabilitation et d'aménagement de la voie carrefour Général Brathier-clôture parc Mivvo. Les travaux prévoient la pose de pavés, l'assainissement de la zone du projet et la construction d'une bretelle, avec un collecteur pour l'évacuation des eaux. La mission de contrôle et de surveillance a été confiée au Bureau local CECO BTP Ingénieurs.

### **Projet de fusion entre la BAIC et la BIBE**

[La Banque Africaine pour l'Industrie et le Commerce \(BAIC\) et la Banque Internationale du Bénin \(BIBe\) ont entamé un projet de fusion](#). Selon les dispositions comprises dans ledit projet, la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) cèdera à l'Etat béninois, au franc symbolique, la totalité des actions lui appartenant dans le capital de la BIBE. Ensuite, l'Etat cèdera à la CNSS une partie des actions lui appartenant dans le capital de la BAIC, à concurrence de 20% du capital actuel de cette banque, de sorte que la CNSS deviendra désormais actionnaire de la BAIC. A l'issue de l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la BAIC qui constatera la réalisation de la fusion, la BIBE se trouvera dissoute de plein droit. Du fait de la reprise par la BAIC de la totalité de l'actif et du passif de la BIBE, la dissolution de cette dernière ne sera suivie d'aucune opération de liquidation. Le capital social de la BAIC, actuellement de 14 Mds FCFA (21,3 M EUR), sera augmenté de 10 Mds FCFA (15,2 M EUR) par émission d'actions. Enfin, parmi les conditions suspensives énoncées dans le projet de fusion conclu, il est noté l'augmentation du capital de l'entité fusionnée par des apports de 18,5 Mds FCFA (28,2 M EUR) pour le porter de 24 Mds FCFA (36,6 M EUR) à 42,5 Mds FCFA (64,8 M EUR), dans un délai de six mois maximum à compter de l'arrêté du ministre de l'Economie et des finances autorisant la fusion, après avis conforme de la commission bancaire.

## **BURKINA FASO**

---

### **COVID 19 : Des pertes estimées à 7 Mds FCFA pour la filière burkinabé du coton**

La filière coton burkinabé est fortement impactée par la COVID-19. [Environ 27 000 tonnes de coton fibre restent stockés sur le site de la première société cotonnière du pays, la Société burkinabé des fibres textiles \(SOFITEX\)](#), qui prévoit de vendre 45 000 tonnes de coton fibre en 2020. D'autres stocks sont également en attente dans les différents corridors de la sous-région, entraînant des coûts supplémentaires d'entreposage : des magasins ont été loués pour la période allant d'avril à août 2020 pour environ 306 M FCFA (466,5 K EUR). La réduction sensible de la consommation mondiale entraîne d'autre part une baisse du cours international de 15% à 830 FCFA/kg de nos jours. Cette baisse couplée au fait que les factures ne sont payées qu'après embarquement sur les bateaux, créent des tensions de trésorerie pour les sociétés cotonnières. Les pertes pour la Sofitex pourraient se chiffrer pour cette campagne à environ 7 Mds FCFA (10,7 M EUR). Cette situation aura probablement des répercussions sur la nouvelle campagne à venir qui débute en mai/juin, avec une baisse attendue du prix d'achat aux producteurs de coton.

### **Baisse de la production de la mine d'Essakane de 7% au premier trimestre 2020.**

Selon un [communiqué de presse](#), avec 84 000 onces au premier trimestre 2020, la production aurifère de la mine d'Essakane, de la société minière IAMGOLD, était inférieure de 7% par rapport à la même période de l'exercice 2019, car le minerai est tiré de zones à teneurs plus basses. La diminution des ventes d'or de 19 % sur la même période reflétait le report des ventes d'or en raison de la crise de la COVID-19. Par contre, le prix

de ventes par once au premier trimestre 2020 était en hausse de 8%. En termes de perspectives, la société a réduit les prévisions de la production d'Essakane en 2020, qui passent d'une fourchette entre 365 000 et 385 000 onces à une fourchette entre 350 000 et 370 000 onces, représentant l'incidence opérationnelle estimée des mesures prises pour atténuer les risques sanitaires liés à la COVID-19. Selon IAMGOLD, la capacité optimale de la mine ne sera pas atteinte au deuxième trimestre.

### **FMDL : près de 30 Mds FCFA répartis entre les communes au titre de 2019**

A l'issue des 2 répartitions (en juillet 2019 et en janvier 2020) du Fonds minier de développement local (FMDL), au total 29,9 Mds FCFA (45,5 M EUR) ont été octroyés au titre de l'exercice 2019 aux communes et régions bénéficiaires par le Fonds minier de développement local (FMDL). La commune de Partiaga, qui abrite la mine de Semafo Bounbou, arrive en tête des bénéficiaires avec 1,3 Md FCFA (2 M EUR), suivie des communes de Falagountou et Gorom-Gorom avec 1 Mds FCFA (1,6 M EUR) pour chacune des deux communes. La création du FMDL est prévue par le nouveau Code minier (loi N°036- 2015/CNT) adopté en juin 2015, dont il est la principale innovation. Ce fonds est alimenté d'une part, par l'Etat à hauteur de 20% des redevances proportionnelles collectées, liées à la valeur des produits extraits et/ou vendus et d'autre part, par des titulaires de permis d'exploitation de mines et les bénéficiaires d'autorisation d'exploitation industrielle de substances de carrières à hauteur de 1% de leur chiffre d'affaires mensuel hors taxes ou de la valeur des produits extraits au cours du mois. Il sert à financer des activités inscrites dans les Plans communaux et régionaux de développement, en priorité dans les domaines de la santé, l'éducation et l'eau. La création du FMDL est fondée sur la directive minière de la CEDEAO, pour contribuer à des activités de conversion de l'après-mine dans les communautés locales affectées.

### **Air Burkina met son personnel en chômage technique pour une période de 3 mois**

Considérant l'impact du coronavirus sur la situation financière de la compagnie – dont l'activité est à l'arrêt depuis le 29 mars 2020 – [le personnel d'Air Burkina a été mis en chômage technique partiel à compter du 15 mai](#), pour une période de trois mois. Le transporteur national ne devrait pas reprendre les vols avant août 2020. En crise de liquidité, Air Burkina versera à chaque employé une indemnisation correspondant à 70% de son salaire brut. Ces trois mois supplémentaires de suspension d'activités permettront à la compagnie d'accélérer les négociations en cours avec l'investisseur américain African Global Development pour sa reprise partielle. Dans une interview accordée à Jeune Afrique le 30 avril, Blaise Sanou, le Directeur général de la compagnie, révélait que si les négociations « déjà très avancées » aboutissent, la dette estimée à 23 M USD serait apurée. Le repreneur américain pourrait également s'engager à renforcer la flotte d'Air Burkina avec l'apport de nouveaux avions, dont un Airbus 220, dans un délai de 60 à 90 jours.

## **CAP-VERT**

---

### **Les recettes de la compagnie Cabo Verde Airlines représentent 8% du PIB cap-verdien en 2019**

[Selon la Banque centrale du Cap-Vert](#), les recettes issues des passagers transportés par la compagnie Cabo Verde Airlines sur les lignes internationales, correspondant aux exportations de services de transports réalisées par cette compagnie, ont augmenté de 37% en 2019, pour représenter près de 8% du PIB cap-verdien en 2019 (estimé à 197,8 Mds CVE, soit 1,8 Md EUR). La Banque centrale met en avant la bonne performance de la balance des services, dont le solde a augmenté de 26% en 2019, pour atteindre 37 Mds CVE. En 2019, les réserves internationales nettes ont atteint un record à 70 Mds CVE (661 M EUR), couvrant 6,9 mois d'importations de biens et services.

### **Hausse des flux d'IDE de 3,2% en 2019**

[Les flux d'IDE au Cap-Vert ont augmenté de 3,2% en 2019](#) pour atteindre 10,4 Mds CVE (94 M EUR), principalement tiré par les investissements dans le secteur du tourisme (+41,6%). L'Espagne demeure le premier investisseur dans le pays, principalement dans le secteur de la pêche, avec 937 M CVE (8,5 M EUR) en 2019, mais en baisse de 51,3% par rapport à 2018. Les flux d'IDE en provenance de l'Italie ont connu la plus forte croissance annuelle, avec plus de 320%, pour atteindre 202 M CVE (1,8 M EUR) sur 2019. Les flux

nets d'IDE du Portugal vers le Cap-Vert sont devenus négatifs en 2019, à -1 847 M CVE (-16,7 M EUR), après un flux positif de 1 033 M CVE en 2018.

## COTE D'IVOIRE

---

### **L'Etat décaisse 139 Mds FCFA pour le paiement des dettes fournisseurs**

[L'Etat ivoirien a déjà décaissé 139 Mds FCFA pour le paiement des dettes fournisseurs](#), selon les déclarations du Payeur général des Services généraux des administrations publiques (PGSGA) lors de la réunion du comité paritaire technique, organisée le 8 mai. Pour rappel, ce décaissement fait partie des mesures prises par le gouvernement dans le cadre de l'appui aux entreprises, mises en œuvre à travers le plan de soutien économique, social et humanitaire face à la pandémie du COVID-19. Les premières bénéficiaires de ces décaissements sont les entreprises des sous-secteurs sinistrés du fait de la crise sanitaire et celles disposant de factures inférieures à 100 M FCFA (152 K EUR), en particulier les PME et les TPE.

### **Remise de dons des partenaires de l'Agora de Koumassi à la population du quartier**

[L'entreprise Winwin Afrique et ses partenaires ont organisé une collecte de fonds pour marquer leur soutien à la population du quartier où est implantée l'Agora](#). Des marchandises pour près de 20 K EUR ont été offertes par Winwin et ses partenaires (SCO - groupe Duval, Ivoire Ingénierie - groupe Briand, Uniserv, la famille Chastrou) : 3 tonnes de riz, plusieurs centaines de kilos de spaghetti, huile, eau de javel, gels main, fauteuils roulants pour l'hôpital du quartier. Elles ont été remises aux 116 associations sportives du quartier, à l'hôpital général de Koumassi et à la commune. La cérémonie a eu lieu en présence du Ministre des Sports de Côte d'Ivoire, Claude Paulin Danho.

### **Prise de participation de Qatar Petroleum dans deux blocs pétroliers en Côte d'Ivoire**

[La société pétrolière et gazière qatari, Qatar Petroleum \(QP\), a opté pour des prises de participation à hauteur de 45% dans chacun des blocs pétroliers CI-705 et CI-706 opérés par le groupe français Total](#), situé dans le bassin Tano. Le Président directeur général de QP, également Ministre des Affaires énergétiques du Qatar, a déclaré : « l'acquisition de participations dans ces deux blocs [...] représente le premier investissement pour QP en Côte d'Ivoire. L'offshore africain est une cible de la stratégie de croissance de QP. » Selon le communiqué, l'accord entre QP et Total reste encore soumis à l'approbation du gouvernement ivoirien.

### **Arrivée d'un nouvel acteur dans le secteur du contrôle automobile**

Mayelia Logistics et Automotive, filiale de Mayelia Participations, a obtenu un contrat de concession pour la réalisation du contrôle technique automobile en Côte d'Ivoire pour une durée de 15 ans. L'entreprise ivoirienne concurrencera la Société ivoirienne de Contrôle Technique automobile (SICTA), qui était la seule détentrice de l'autorisation de délivrance du contrôle technique. [Le démarrage de son activité a eu lieu le 11 mai 2020](#). La société est dirigée par David Fofana, ancien dirigeant de la Société de Transports Lagunaire (STL, du groupe SNEDAI), et de la Société des Transports Abidjanais (SOTRA).

### **Performances en hausse de la Société Générale Côte d'Ivoire pour l'exercice 2019**

[La Société générale Côte d'Ivoire \(SGCI\) a communiqué ses résultats financiers pour l'année 2019](#) : son produit net bancaire (PNB) s'est accru de +17,5% (passant de 195 M EUR à 229 M EUR), et le bénéfice après impôts de +20,1%, pour atteindre 77 M EUR (contre 64 MEUR en 2018). La poursuite de la digitalisation de son activité fait partie des objectifs de la SGCI en 2020, avec en particulier le développement de la déclinaison professionnelle du service de *mobile banking* YUP.

## GUINEE

---

### **COVID-19 : le transport routier fortement ralenti**

Depuis près de deux mois, suite au décret pris par le Président Alpha Condé restreignant les déplacements entre Conakry et l'intérieur du pays en réponse à la crise de COVID-19, [les transporteurs routiers subissent](#)

[des blocages sur la route, ayant pour effet de rallonger considérablement les temps de transport.](#) En cause, l'obligation pour ces transporteurs d'effectuer un test de dépistage du COVID-19 au camp Kwamé N'Krumah, situé dans la préfecture de Coyah, dédié à cette opération. Des transporteurs se plaignent de devoir attendre plusieurs heures et sans respect de la distanciation physique avant de recevoir un ticket leur donnant droit à un dépistage, pour un test parfois réalisé seulement le lendemain et dont le résultat n'est pas immédiatement connu. De plus, de nombreux barrages militaires bloquent le passage à plusieurs endroits stratégiques de l'axe Conakry-Kindia-Mamou qu'emprunte la route nationale numéro 1. Le barrage de Sèguèya, situé à 10 kilomètres de Kindia, celui de Kouriah (commune de Coyah), de Sabouyah (commune de Friguigbé), sont autant de goulots d'étranglement pour ces chauffeurs, qui transportent parfois des marchandises périssables.

### **La SEG reçoit une dizaine de pickups pour ses agences**

La Société des Eaux de Guinée (SEG) a reçu une dizaine de pickups, distribués aux agences de la capitale, renforçant ainsi leur capacité d'intervention dans Conakry. Cette réception de véhicules s'inscrit dans le cadre de la redynamisation de la SEG qui souffre à la fois de problèmes de production d'eau, de transport, et de facturation. Quelques semaines auparavant, la SEG était dotée d'équipements de rechange pour la réparation des fuites d'eau, qui engendrent à elles seules des pertes d'environ 33 % de la production initiale. L'un des défis de l'entreprise publique est de permettre à ses équipes techniques de mieux accéder aux zones enclavées de la banlieue de la capitale guinéenne. On estime en Guinée, qu'environ un tiers de la population n'a pas accès à une eau salubre.

### **Brussels Airlines pourrait arrêter de desservir la Guinée**

En raison de la crise de COVID-19, [la compagnie aérienne Brussels Airlines devrait supprimer plusieurs destinations de son réseau, jugées peu ou pas rentables, dont peut-être Conakry.](#) La représentation locale de Brussels Airlines a annoncé avoir appris cette décision du siège, mais précise que rien n'est encore confirmé. La société devrait toutefois maintenir des liens avec la Guinée, puisqu'elle devrait conserver ses cargos pour le fret.

## **GUINEE-BISSAU**

---

### **Lancement de la campagne de commercialisation de noix de cajou**

[Le gouvernement bissau-guinéen a officiellement lancé la campagne de commercialisation de noix de cajou, le 18 mai 2020](#) ; alors que celle-ci se déroule habituellement d'avril à septembre. Le prix d'achat de base du kilo de noix de cajou au producteur avait déjà été fixé à 375 FCFA (0,57 EUR) fin avril, mais la commercialisation était suspendue à la levée de l'état d'urgence lié à la pandémie de COVID-19. Pour rappel, le 8 mai dernier, [le gouvernement est parvenu à un accord avec cinq banques commerciales pour assurer le financement de cette campagne.](#) Celui-ci mettra 3 Mds FCFA (4,8 M EUR) à disposition de chacun de ces établissements bancaires, remboursable dans un délai de neuf mois et assorti d'un taux d'intérêt de 2%, pour financer l'achat des noix de cajou par les opérateurs. La noix de cajou est la première source de devises du pays (88,4% des exportations totales en 2018). Près de 80% de la population bissau-guinéenne est dépendante des revenus générés par ce produit agricole. Cette année, les taxes sur l'exportation de noix de cajou brute ont été réduites pour faire face à la baisse de la demande mondiale, liée à la crise sanitaire de coronavirus.

## **LIBERIA**

---

### **La LEC affirme qu'elle n'a pas les moyens du plan d'électricité gratuite établi par le gouvernement**

[La compagnie électrique nationale du Libéria \(LEC\) a affirmé devant le Sénat, lors d'un comité spécial, ne pas avoir les moyens de mettre en œuvre les mesures sociales décrétées par le Président George Weah pour faire face au coronavirus.](#) Le plan de relance de l'économie du Président incluait en effet la gratuité de la fourniture électrique durant la période de confinement, par l'allocation de coupons d'une valeur de 20 USD aux abonnés – l'équivalent d'une facture mensuelle moyenne. La LEC a déclaré être préparée à allouer ces coupons uniquement pour une période d'un mois, avec un appui financier du ministère des Finances et de la

Planification du développement. Le Parlement libérien a récemment accordé le décaissement de 4 M USD au profit de la LEC pour la couverture de ses charges, considéré par la compagnie comme un arriéré des services fournis à l'Etat par le passé. Au total, 65 000 consommateurs sont concernés par cette mesure. Le ministre des Finances a affirmé qu'il communiquerait bientôt les conditions d'allocation de ces coupons.

### **Le producteur d'huile de palme Golden Veroleum réduit sa masse salariale de 10 %**

[Le premier producteur d'huile de palme au Libéria, Golden Veroleum \(GVL\), a réduit de 10 % \(443 emplois\) son effectif dans le pays.](#) Le porte-parole de la compagnie, Alphonso Kofi, a précisé que cette coupe vise aussi bien les employés que les cadres. Celle-ci fait suite aux mauvais résultats de l'entreprise, en raison de la pandémie mondiale du coronavirus. Sous l'effet du ralentissement de la demande mondiale, les cours de l'huile de palme brute ont en effet plongé ces derniers mois (-26,7% depuis janvier 2020). Pour rappel, Golden Veroleum a signé en 2010 avec le gouvernement libérien, un contrat de concession de 65 ans portant sur une superficie totale de 350 000 hectares, soit environ 2,5% de la superficie totale du pays.

### **Décaissement de 54 M USD de la Banque Mondiale pour le renforcement des capacités sanitaires**

[Le Conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé un prêt de 54 M USD de l'Association internationale de développement \(IDA\) pour améliorer la prestation de services de santé aux femmes, aux enfants et aux adolescents au Libéria.](#) Le projet Fondations institutionnelles pour l'amélioration des services de santé (IFISH) soutiendra l'expansion et l'opérationnalisation du « Redemption Hospital » à Caldwell, dans le comté rural de Montserrado. L'hôpital est le plus grand fournisseur de services de niveau secondaire du pays, mais fonctionne actuellement à sa capacité maximale. La construction du nouveau site a commencé à la mi-2018 avec un accent sur la santé maternelle (obstétrique et gynécologie) et la santé infantile (pédiatrie). Ce nouveau financement garantira que le nouveau site fournira également des services en chirurgie et en médecine interne et que l'hôpital sera entièrement équipé et opérationnel. Le projet vise à réduire le nombre de femmes décédées pendant la grossesse, à améliorer la santé, le bien-être et la survie de l'adolescente et à contribuer à l'amélioration de l'indice du capital humain au Libéria.

## **MALI**

---

### **Premier pays à obtenir la suspension du paiement de sa dette par le Club de Paris**

[Au titre de l'initiative du G20 relative au moratoire sur le service de la dette, le Club de Paris a approuvé la suspension du service de la dette du Mali envers les pays créanciers membres,](#) du 1er mai au 31 décembre 2020. Le report de paiement, évalué à 23 Mds FCFA, sera échelonné sur trois ans à compter de 2022. Le Mali est le premier pays bénéficiaire officiel du moratoire. Pour rappel, les ministres des Finances du G20 et les créanciers du Club de Paris s'étaient accordés, le 15 avril 2020, sur une suspension temporaire du service de la dette pour les pays les plus pauvres, faisant écho à la demande formulée le 19 mars par les ministres africains des Finances, sous l'égide de la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies, puis reprise par la Banque mondiale et le FMI. L'objectif du moratoire est d'aider ces pays à faire face économiquement aux conséquences de la pandémie du COVID-19, notamment en leur permettant d'utiliser l'espace budgétaire créé pour augmenter les dépenses sociales, sanitaires ou économiques en réponse à la crise. A la date du 20 mai 2020, le Mali compte 931 cas confirmés de COVID-19, dont 55 décès, 543 guéris et 353 cas actifs.

### **Inflation négative, à -1,9% en g.a. en avril 2020**

[L'indice des prix à la consommation des ménages au Mali, au mois d'avril 2020, a connu une baisse de -0,3% par rapport au mois précédent et de -1,9% en glissement annuel.](#) Cette baisse est tirée par la diminution des prix des services liés à la communication (-19,4% en g.a.), aux loisirs (-9,6% en g.a.), et à la santé (-4,3% en g.a.) mais aussi par la baisse des prix des produits alimentaires (-0,4% en g.a.), notamment des légumes frais en feuilles (-19,7% en g.a.). Le prix des logements et de l'énergie est aussi en légère baisse (-0,9% en g.a.). Cette tendance est partiellement atténuée par la hausse des prix des articles d'habillement et chaussures

(+3,8% en g.a.) et des restaurants et hôtels (+2,1% en g.a.). Pour rappel, le critère de convergence de l'UEMOA fixe le seuil maximum de l'inflation à 3%, le Mali se situant donc bien en-deçà de ce seuil.

## MAURITANIE

---

### **Le parlement adopte la loi de finances rectificative 2020**

[L'assemblée nationale a adopté en séance plénière, le 20 mai 2020, le projet de loi de finances rectificative pour l'année 2020.](#) Les ressources prévisionnelles atteindraient 55 Mds MRU (1,35 Md EUR), ce qui représente une baisse de 5 Mds MRU (123 M EUR) ou de 8,8% par rapport aux projections de la Loi de finances initiale. Les recettes fiscales passeront de 42,7 Mds MRU (1 Md EUR) à 33,7 Mds MRU (829 MEUR). Le montant global du budget atteindra 70 Mds MRU (1,7 Md EUR) - service de la dette compris - contre 60 Mds MRU (1,4 Md EUR) initialement. Le budget qui était prévu excédentaire de 970 M MRU (23,8 M EUR) sera finalement déficitaire de 15 Mds MRU (369 M EUR). L'augmentation des dépenses de l'Etat est principalement axée sur des pôles sanitaires et sociaux afin de faire face à la crise de covid-19. L'économie mauritanienne devrait connaître en 2020 une contraction de 2%.

### **Ernst & Young recruté pour optimiser le rendement de la Société mauritanienne des hydrocarbures et du patrimoine minier**

[Le cabinet Ernst & Young \(EY\) a été recruté dans le cadre du Projet d'appui aux négociations des projets gaziers et de renforcement des capacités institutionnelles,](#) initié par le ministère mauritanien du Pétrole, de l'Energie et des Mines sur financement de la Banque Mondiale. EY aura pour mission d'élaborer un cahier des charges pour l'acquisition d'un système d'information et de gestion intégré qui est destiné à optimiser le rendement de la Société mauritanienne des hydrocarbures et du patrimoine minier (SMHMPM). La société publique sera chargée de gérer les parts mauritaniennes dans le projet gazier GTA à l'horizon 2022.

### **Création d'une commission nationale de suivi de l'exécution des dépenses du fonds spécial contre la COVID-19**

Selon un décret de la Présidence de la république, [il a été créé une Commission nationale de suivi de l'exécution des dépenses du fonds spécial de solidarité sociale et de lutte contre le coronavirus.](#) Cette commission composée de 20 membres et présidée par le ministre des Finances a la responsabilité d'encadrer l'utilisation des 606 M MRU (15 MEUR) crédités sur le compte.

### **Huawei offre des caméras thermiques à la Direction Générale de la Sureté Nationale**

[La société chinoise Huawei a remis, le 20 mai 2020, à la DGSN des caméras thermiques destinées à la lutte contre la COVID-19.](#) Les caméras permettent de détecter les passagers fiévreux susceptibles d'être atteints de la maladie lors de l'entrée dans l'aéroport et d'envoyer une alerte de sécurité accompagnée de la photo du passager cible et sa température ambiante, afin qu'il soit pris en charge. Huawei s'est engagé également à équiper les entrées de l'aéroport international Oumtounsi de Nouakchott.

## NIGER

---

### **Un appui budgétaire de 31 M EUR de l'Union européenne pour faire face au coronavirus**

[L'Union européenne \(UE\) a approuvé, le 15 mai 2020, le décaissement d'un montant de 31 M EUR \(20,3 Mds FCFA\) en faveur du Niger,](#) dans le cadre du financement du Plan de réponse globale au COVID-19, élaboré par les autorités nigériennes. Pour rappel, ce plan de riposte est évalué à 1 436 Mds FCFA (2,2 Mds EUR), soit près de 20% du PIB du pays. Face à la pandémie et à ses conséquences sur l'activité économique et l'accès aux services sociaux de base, l'UE a ainsi convenu avec les autorités nigériennes d'anticiper le décaissement provenant de l'appui budgétaire afin d'appuyer immédiatement le plan de réponse au COVID-19 du Niger. Initialement prévu en juin 2020, ce versement sera donc opéré en mai 2020. Deux autres décaissements pourraient suivre d'ici à la fin de l'année. Plusieurs appuis, plus ciblés sur la santé, l'agriculture, la sécurité et

la justice, ainsi que l'éducation, seront annoncés prochainement, le montant mobilisé par les institutions européennes avoisinant 200 M EUR, selon le communiqué.

### **Une ligne de crédit de 250 M USD pour soutenir les entreprises affectées par la COVID-19**

[Un mécanisme de financement sera mis en place par le gouvernement nigérien pour appuyer les entreprises touchées par la pandémie de COVID-19](#), selon un communiqué officiel rendu public à l'issue du Conseil des ministres du 15 mai 2020. L'Etat nigérien mettra ainsi à la disposition des banques : (i) une enveloppe de 25 Mds FCFA (38,1 M EUR) sous forme de dépôt numéraire de garantie non rémunéré, contre leur engagement d'octroyer 50 Mds FCFA (76,2 M EUR) de crédit en faveur des entreprises dont le chiffre d'affaires annuel est compris entre 25 M FCFA (38,1 K EUR) et 1 Md FCFA (1,5 M EUR) ; (ii) une enveloppe similaire de 25 Mds FCFA pour obtenir 100 Mds FCFA de crédits en faveur des grandes entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 1 Md FCFA. A ce titre, un accord-cadre devrait être signé prochainement entre l'Etat et l'Association des professionnels des banques et établissements financiers du Niger (APBEF-N).

### **Déclassement d'un terrain à Niamey pour la construction d'un centre commercial**

[Le vendredi 15 mai, le Conseil des Ministres a adopté un projet de décret portant le déclassement d'un terrain de près de 19 000 m<sup>2</sup> dans la Ville de Niamey pour le reverser dans le domaine privé de l'Etat](#). Ce déclassement permettra, dans le cadre du programme de modernisation de Niamey « Niamey Nyala », de réaliser les investissements nécessaires à la construction d'un centre commercial et de loisir dénommé « NIAMCOCO ».

### **Vers un renforcement du parc hôtelier à Niamey**

[Le Conseil des Ministres a examiné et adopté le projet de décret accordant le bénéfice des avantages des dispositions spéciales du Code des Investissements à la société « Niamey Hôtel et suites Niger LTD »](#) pour l'activité de construction-finition et équipement d'un hôtel de 160 chambres à Niamey. La société Niamey Hotel et Suites Niger LTD s'engage en cas d'octroi de l'agrément, à investir 3,5 Mds FCFA (5,3 M EUR) et à créer 62 emplois permanents. Les délais de construction n'ont pas permis de débiter l'exploitation initialement prévue en 2019 pour le Sommet de l'Union Africaine. [Le groupe Hilton avait signé en 2017 un contrat de gestion avec Niamey Hotel & Suites Niger Ltd en vue de s'implanter pour la première fois au Niger](#).

## **SENEGAL**

---

### **Hausse des prix à la consommation au premier trimestre 2020 (+2,1% en g.a)**

[Selon l'ANSD](#), l'indice des prix à la consommation a augmenté de 2,1% au premier trimestre 2020 par rapport au premier trimestre 2019, tiré en particulier par les prix des transports (+2,2% en g.a), des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+2,1% en g.a), des restaurants et hôtels (+2,1% en g.a). Par rapport au quatrième trimestre de 2019, les prix à la consommation ont diminué de 0,7%, avec une baisse de 1,7% pour les produits alimentaires et une hausse de 1% des services de restaurants et hôtels.

### **Creusement du déficit commercial en mars 2020**

[Au mois de mars 2020, les exportations du Sénégal sont ressorties à 153,4 Mds FCFA](#) (234 M EUR), contre 163,4 Mds FCFA (249,1 M EUR) en février, soit une baisse de 6,1%. Ce repli s'explique par la contraction des exportations d'arachides non grillées (-99,8%), d'engrais minéraux et chimiques (-81,4%), de produits pétroliers (-48,2%) et de ciment hydraulique (-45,3%). Les exportations d'acide phosphorique et de titane ont, quant à elles, augmenté (respectivement +78,6% et +95,9%). Par rapport au mois de mars 2019, les exportations ont diminué de 24,5%. Les importations sénégalaises sont en revanche en hausse de 68% par rapport à février 2020, en raison de la hausse des achats de voitures (+309%) et de riz (+69,2%). Sur un an, les importations ont augmenté de 56,8%. Le déficit commercial du pays se creuse, à 332,8 Mds FCFA (507 M EUR) en mars, contre 126 Mds FCFA (192,1 M EUR) en février. Le cumul du solde commercial, à fin mars 2020, s'est détérioré pour s'établir à -532,4 Mds FCFA (811,6 M EUR) contre -410,1 Mds FCFA (625,2 M EUR) pour la période correspondante en 2019.

## **Hausse des prix des produits importés de 2,5% en g.a au premier trimestre 2020**

[Sur les trois premiers mois de l'année 2020, les prix des produits importés ont augmenté de 2,5% par rapport au premier trimestre 2019.](#) Sur le mois de mars 2020, les prix des produits importés ont augmenté de 1,5% par rapport au mois précédent, tirés principalement par les graisses et huiles animales et végétales (+15,7%), les métaux communs et ouvrages (+5,5%) et les produits minéraux (+4,6%). Les prix des produits exportés ont également augmenté de 2,5% au premier trimestre 2020 par rapport à la même période l'année précédente. Par rapport à février 2020, les prix des produits à l'exportation se sont relevés de 0,2% en mars. Cet accroissement est lié principalement à la hausse des prix des machines et appareils (+19,4%) ainsi que des chaussures et coiffures (+15,1%).

## **SIERRA LEONE**

---

### **Le gouvernement annonce un plan de riposte économique de 166 M USD face au COVID-19**

[Le gouvernement sierra léonais a annoncé, le 18 mai 2020, le lancement d'un « Programme de réponse économique à action rapide », d'un montant estimé à 166 M USD.](#) Ce chiffre n'inclut pas la perte de revenus pour l'Etat, estimé à 100 M USD ; mais le programme n'accroît les dépenses du gouvernement que de 100 M USD par rapport au budget initial – certaines des activités prévues dans son cadre étant déjà incluses dans le budget 2020. Ce plan de riposte vise notamment à constituer et maintenir un niveau de stock adéquat de produits de base essentiels, avec des prix stables, et à fournir un soutien aux entreprises les plus touchées afin de leur permettre de poursuivre leurs activités et d'éviter les licenciements d'employés. Le plan devrait également fournir des filets de sécurité aux groupes vulnérables, soutenir les travaux publics à haute intensité de main-d'œuvre et apporter une aide à la production et à la transformation locales de denrées alimentaires de base. Le gouvernement souhaite aussi soutenir les établissements bancaires, notamment par le biais de garanties, pour maintenir leurs services de prêts aux entreprises, particulièrement aux PME et celles œuvrant dans des secteurs sinistrés. Un programme national de microcrédit, déjà présent dans le budget 2020 initial, devrait être mis en place. Le gouvernement fera appel aux partenaires de développement pour le financement de ce plan. Selon l'économiste en chef du Ministère des Finances, l'économie sierra-léonaise devrait se contracter, à -3,1% en 2020, contre des prévisions de croissance initiales de +4,2%.

## **TOGO**

---

### **Baisse de 15% de la production de coton pour la campagne 2019/20 et lancement de celle 2020/2021**

[La nouvelle campagne cotonnière 2020/21 au Togo a été lancée, le 19 mai 2020, par le ministre de l'Agriculture.](#) La saison 2019/2020, qui vient donc de s'achever, enregistre des résultats mitigés, avec une production en coton-graines en baisse de 15,3% par rapport à la saison précédente, à 116 000 tonnes. Le rendement s'est établi à 645 kg/ha contre 764 kg/ha lors de la campagne 2017/2019. Pour rappel, l'objectif annoncé des autorités s'établissait 150 000 t, pour 180 000 ha consacrés à cette culture. Ces résultats s'expliqueraient notamment par une mauvaise pluviométrie et l'action d'insectes ravageurs. Pour redresser la situation, le ministre a préconisé l'augmentation des surfaces cultivables et s'est engagé à augmenter le niveau de revenus des producteurs. A noter que la production togolaise a quadruplé en 10 ans, le pays produisant moins de 30 000 tonnes en 2009. Il reste loin derrière les premiers producteurs de la région, le Mali, le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso, qui produisent chaque année entre 450 000 et 800 000 tonnes de coton.

### **Lancement de la SNB, une nouvelle brasserie à Lomé**

[La SNB \(Société nouvelle de Boissons\), deuxième acteur brassicole implantée depuis peu au Togo aux côtés de la Brasserie BB \(Groupe Castel\), a lancé début mai son premier produit : une bière baptisée Djama.](#) La nouvelle brasserie est implantée à Adetikopé, dans la banlieue de Lomé. Elle devrait commencer prochainement à produire et distribuer une gamme plus large de boissons gazeuses et de cocktails de fruits.

## **L'approvisionnement en volailles locales désormais obligatoire pour les acteurs du secteur avicole**

Le 18 mai dernier, [le Ministre de l'Agriculture, au travers d'une note de service, a rendu obligatoire dans un délai de 15 jours l'approvisionnement des entreprises du secteur avicole en volaille local](#). Cette injonction fait suite aux réticences constatées des importateurs et distributeurs de produits avicoles de respecter les engagements qu'ils avaient pris lors de leurs réunions avec le ministre, notamment celui de s'approvisionner sur le marché local. La note conditionne désormais à une autorisation formellement signée par le ministre, toute importation de produits avicoles. Les services des douanes sont saisis pour veiller à l'application de la mesure.

## **Inflation à 2,4% en avril 2020 en g.a**

[L'indice des prix à la consommation du mois d'avril 2020 enregistre une hausse de 2,4% en g.a](#), après une augmentation de 1,8% en mars 2020. Les prix des produits alimentaires, avec un renchérissement de 4,6% en g.a, sont la principale cause de cette hausse, en lien avec le comportement euphorique des consommateurs ainsi que la surenchère de certains opérateurs économiques, suite à la crise de la COVID-19. En moyenne annuelle, le taux d'inflation s'établit à 0,7%.

<b>Indicateurs Pays</b>	<b>BEN</b>	<b>BFA</b>	<b>CIV</b>	<b>RCI</b>	<b>GMB</b>	<b>GIN</b>	<b>GNB</b>	<b>LBR</b>	<b>MLI</b>	<b>MRT</b>	<b>NER</b>	<b>SEN</b>	<b>SLE</b>	<b>TGO</b>	<b>UEMOA</b>	<b>ASS</b>
<i>Population (M hab.) 2018</i>	11,4	19,5	0,6	25,6	2,2	13,3	1,7	4,5	18,5	4,5	19,3	16,3	7,6	8,0	<b>120,4</b>	<b>992,6</b>
<b>Macroéconomie</b>																
<i>PIB (Mds USD) 2018</i>	10,5	14,2	2,0	43	1,7	11,7	1,5	3,2	17,2	5,2	9,2	24	3,9	5,4	<b>140,3</b>	<b>1 642,7</b>
<i>PIB / Hab (USD) 2018</i>	915	729	3 563	1 680	745	883	840	728	927	1 143	477	1 474	515,9	670	<b>1 060</b>	<b>1 658</b>
<i>Croissance PIB réel (%) 2018</i>	6,5	6	4,7	7,4	6,6	5,8	3,8	1,2	4,9	3	5,2	6,2	3,7	4,7	<b>6,3</b>	<b>3</b>
<i>Inflation (%) 2018</i>	1	2,0	1,3	0,3	6,5	9,7	1,4	23,4	1,7	3	3	0,5	16,9	0,7	<b>1,4</b>	<b>8,5</b>
<b>Finances Publiques</b>																
<i>Déficit public (%PIB) 2018</i>	-4,7	-4,7	-2,7	-4	-6,6	-2	-5	-4,8	-4,7	1,6	-4,9	-3,4	-3,8	-3,1	<b>-3,8</b>	<b>-3,7</b>
<i>Dettes publiques (%PIB) 2018</i>	54,6	43	127,7	52,2	83,1	38,7	56,1	40,5	36,6	83,9	55,1	64,4	71,3	74,6	<b>52,5</b>	<b>48,5</b>
<i>Pression fiscale (%PIB) 2017</i>	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4		14,8	20,0	14,9	18,7		17,4	<b>16,2</b>	-
<i>Risque Pays<sup>1</sup></i>	B	C	B	B	-	C	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-
<b>Echanges</b>																
<i>Balance commerciale 2018 (%PIB)</i>	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8		-4,3	-9,4	-12,0	-12,8		-19,6	-	-
<i>Exportations françaises vers<sup>2</sup> (MUSD)</i>	207	283	30	1 334	9	194	5	9	374	205	170	856	16,2	344	<b>3 573</b>	<b>11 015</b>
<i>Importations françaises depuis (MUSD)</i>	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	49,7	11	43	270	99	19,1	18	<b>1380</b>	<b>8 069</b>
<i>Balance courante (%PIB) 2018</i>	-8,9	-7,5	-7	-3,4	-11,5	-16,1	-1,6	-23,3	-7,3	-18	-16,3	-7,2	-13,8	-7,9	<b>-6,8</b>	<b>-2,6</b>
<i>Réserves de change (mois d'import) 2018</i>	-	-	5	-	4	3	-	2,6	-	5		-	3,4	-	<b>5</b>	<b>5</b>
<b>Aspects qualitatifs</b>																
<i>IDH (2018)<sup>3</sup></i>	163	183	125	170	174	175	177	181	182	159	189	164	184	165	-	-
<i>Doing Business (2019)<sup>4</sup></i>	153	151	131	122	149	152	175	175	145	148	143	141	163	137	-	-
<i>Environnement des affaires<sup>5</sup></i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

<sup>1</sup> Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

<sup>2</sup> Trade Map-2017

<sup>3</sup> PNUD - Classement sur 189 pays

<sup>4</sup> Banque mondiale - Classement sur 190 pays

<sup>5</sup> Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque